

PÂQUET, Martin, *Tracer les marges de la Cité. Étranger, immigrant et État au Québec, 1627-1981*, Montréal, QC, Boréal, 2005, 317 p.

Hélène Pellerin

Volume 38, numéro 1, mars 2007

Philosophie et relations internationales. Regards contemporains

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/015724ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/015724ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pellerin, H. (2007). Compte rendu de [PÂQUET, Martin, *Tracer les marges de la Cité. Étranger, immigrant et État au Québec, 1627-1981*, Montréal, QC, Boréal, 2005, 317 p.] *Études internationales*, 38(1), 153–156.
<https://doi.org/10.7202/015724ar>

miettes ». Plus précisément, il s'agit de retracer l'histoire du dit conflit de part et d'autre du calamiteux épisode de Camp David II (20-28 juillet 2000) où l'on prétendit accoucher à la hussarde d'un règlement définitif soigneusement esquivé pendant plus de cinquante ans. Un accord israélo-palestinien définitif impliquait en effet, par rapport à leurs revendications initiales, des renoncements insupportables à chaque partie, notamment sur la question des frontières, des limitations de souveraineté, du statut des « Lieux-Saints » et du sort des réfugiés. Sobrement donc, l'auteur montre que si des semblants de progrès furent possibles notamment à Camp David I (17 septembre 1978) et à Oslo (13 septembre 1993), ce ne fut que parce qu'était évité l'examen de ces sujets qui fâchent. De la sorte, le doute resta grand, afin que pour Arafat Oslo ne soit qu'une sorte d'hégire tactique sur la voie du retour à Jérusalem et de la libération de la Palestine, tandis que de l'autre côté l'opposition nationaliste à Rabin avait beau jeu de n'y voir qu'un épisode de la guerre inachevée de 1948. Dans ces conditions, le *forcing* des négociations de Camp David II, qualifiée plaisamment de « charade », ne pouvait que fermer une parenthèse, celle des discours sur la paix et des simulacres censés leur conférer quelque crédibilité.

Tout cela engendra l'*Intifādha al-Aqsa* qui n'en finit toujours pas, et ses avatars : l'avènement de Sharon, l'unilatéralisme, le « Mur » et comme constante inchangée, une résistance palestinienne marginale et une répression israélienne disproportionnée. Telle une sinistre aubaine, les

attentats du 11 septembre offrirent à l'opinion israélienne l'opportunité d'amalgamer l'activisme palestinien, qui se distingua alors par quelques attentats-suicides avec le « terrorisme international » et le malheureux président palestinien Arafat, dûment séquestré avec l'insaisissable Ben Laden. L'auteur se garde bien de telles dérives sans pour autant prendre très au sérieux les « initiatives » interarabes de pacification générale sur la base de retour aux frontières de 1948, ni un « accord de Genève » concocté entre irresponsables de bonne volonté ni, encore moins, une « feuille de route » en forme d'alibi cosmétique.

Yoram Meital n'est pas un citoyen désespéré. Il croit à une paix possible, pas à n'importe quel prix de propagande, mais *sur la base des frontières du 4 juin 1967*, via une solution discutée du problème des réfugiés et de la question de la souveraineté palestinienne. À défaut de proposer de fortes réponses sur ces sujets on saura du moins gré à l'auteur d'avoir tout au long de ce livre donné la priorité aux questions de base.

Louis-Jean DUCLOS

*Retraité du Centre d'études et de recherches internationales
Fondation nationale des sciences politiques, Paris*

Tracer les marges de la Cité. Étranger, immigrant et État au Québec, 1627-1981.

PAQUET, Martin. Montréal, QC, Boréal,
2005, 317 p.

Dans *Tracer les marges de la Cité*, Martin Pâquet s'emploie à faire la sociohistoire du traitement de l'étranger dans la société québécoise sur une

période de 400 ans, en prenant pour point d'ancrage la construction politique et sociale – et donc variable – de l'intégration. Il s'agit d'une véritable quête de sens, non pas à caractère essentialiste sur l'État ou la société québécoise, mais d'un sens produit par la culture politique et qui permet de définir à la fois le citoyen et l'étranger.

L'auteur propose une lecture de l'histoire de l'intégration inédite pour ce qui est du Québec, dans la mesure où elle rompt avec les classifications traditionnelles qui ont eu tendance à voir dans les transformations des institutions de l'État le seul déterminant des modalités d'insertion de l'Autre. Pâquet ajoute à cette vision institutionaliste deux autres catégories de déterminants, à savoir les référentiels théologico-politiques, ainsi que, mais à un niveau moindre, la structure économique dominante à une époque donnée. Le résultat est une vision très dynamique de la construction de la société québécoise et une analyse nuancée des conditions de l'évolution de l'inclusion des étrangers en son sein.

L'introduction retrace succinctement la démarche suivie par l'auteur qui, partant de l'histoire de la *pensée* de l'État – et non de l'État en tant qu'institution figée – puise aussi dans la culture politique d'une époque, le théologico-politique. Pâquet utilise l'anthropologie historique pour percevoir le lent mouvement du développement des idées et des pratiques sociales. Avec cette démarche, l'auteur développe une périodisation originale de la figure de l'étranger dans ce qui est devenu le Québec, depuis la Nouvelle-France. Sept pé-

riodes sont ainsi identifiées et décrites en autant de chapitres.

La première période, de 1627 à 1760, représente la période coloniale française, dans laquelle l'inclusion et l'exclusion des gens se faisaient selon leur allégeance d'abord, et ensuite respectivement selon la naissance, l'établissement sur le sol et de la propriété, et selon le métier. Ces principes organisateurs reflétaient ce que Pâquet appelle la *cosmogonie* théologico-politique du moment, modèle assez fidèlement calqué sur la France métropolitaine. Le deuxième chapitre traite de la période autour de la Conquête britannique, de 1760 à 1817. Période contraste puisque la cosmogonie se transforme, en raison principalement du changement de puissance impériale. Les liens deviennent plus diffus avec le pouvoir politique et l'allégeance au souverain fait figure de principal mode d'inclusion. La naturalisation devient une pratique pour inclure notamment les colons des plantations américaines. En 1817, la fin des guerres napoléoniennes marque l'ascendance du principe de l'origine géographique sur celui d'allégeance, dans la construction d'État nationaux. C'est aussi durant cette période que la connaissance scientifique trouve des applications en matière de gestion de l'État et de la société. L'auteur parle ainsi des *cognoscentes*, ces experts qui ont aidé à élaborer des interventions de l'État dans les domaines juridique, de santé publique et de sécurité. Autant de domaines où l'étranger, alors devenu immigrant, est géré pour éviter qu'il constitue une menace pour la société. De 1853 à 1945, c'est une longue période de développement et

de consolidation d'une société organique sur les plans politique et économique qui émerge; elle est marquée par l'avènement d'une loi sur les émigrants et la quarantaine. Dorénavant les migrants seront traités sur une base individuelle et une bureaucratie est lentement mise en place pour leur gestion. Dans cette vision organiciste, la sélection des migrants se fait à partir de critères pouvant permettre le maintien ou la croissance de la société d'accueil.

Le cinquième chapitre porte sur la période 1945-1968, qui représente une ouverture plus grande de la société québécoise sur l'immigration dans un contexte de croissance d'après-guerre. Création de la citoyenneté canadienne en 1946 et ouverture à l'immigration non britannique, provoquent une réflexion sur l'intervention nécessaire de l'État québécois dans ce domaine. Mais celle-ci dépend de l'identité de la société d'accueil, d'où ces débats que l'auteur relate autour de l'immigration, de la xénophobie, des impératifs économiques et démographiques qui marquent le paysage intellectuel de la Révolution tranquille. En 1968 le Québec se dote d'un ministère de l'Immigration. L'évolution de la culture politique entourant la gestion des immigrants jusqu'en 1981 fait l'objet du dernier chapitre. Cette culture politique, qui se situe dans la mouvance nationaliste de l'époque, cherche à donner un visage proprement québécois à la gestion de l'immigration.

L'ouvrage de Martin Pâquet est susceptible d'intéresser tant les spécialistes que les politiques ou le public en général. Pour les premiers,

l'ouvrage constitue une application de la sociologie historique à l'étude du cas de l'immigration au Québec. Comme le reconnaissait Gérard Noirielle dans *État, nation et immigration* (2001) les questions d'immigration ne peuvent se comprendre que par l'étude des transformations de la société française. Pâquet réussit à convaincre de la richesse d'une approche fondée sur un regard bifocal de la société et des migrants qu'elle accueille. Pour les politiques, l'ouvrage est utile car il remet en question l'idée répandue, notamment par plusieurs *cognoscentes* à différentes époques, selon laquelle il y aurait un seul modèle d'intégration typique d'une société. Au contraire, on découvre un besoin constant de construire cette intégration. Pour le public en général l'ouvrage est instructif pour ce qu'il nous apprend dans le détail des évolutions sociales. L'histoire complexe qui y est présentée permet de mieux situer l'un des enjeux qui a marqué la scène politique récemment, en l'occurrence la question du financement d'écoles juives, résultat d'une période où le principe communautaire régissait à la fois les questions de société et l'immigration.

Il ne manque à cet ouvrage qu'une élaboration de la démarche théorique utilisée. L'articulation du théologico-politique, de l'institutionnalisme et du contexte économique paraît être l'innovation principale, mais elle reste un peu floue et le récit historique ne permet pas d'y répondre de façon satisfaisante. Une présentation plus étayée de ce cadre conceptuel permettrait de mieux expliquer la périodisation retenue, notamment en ce qui concerne le ving-

tième siècle. D'une part, les périodes 1853-1945 et 1945-1968 semblent montrer plus de continuité que de différences importantes et d'autre part, les références au théologico-politique s'estompent un peu dans le récit du vingtième siècle, au profit de la présentation des développements institutionnels, comme si l'auteur avait manqué de temps ou avait perdu de vue ses repères conceptuels.

Mais dans l'ensemble Pâquet réussit à imposer une vision de la question de l'Autre qui va contribuer énormément aux débats contemporains sur cette question ; il deviendra aussi une référence incontournable pour les spécialistes. Reste à souhaiter que l'auteur s'engage à poursuivre et à approfondir sa réflexion avec d'autres publications sur le sujet.

Hélène PELLERIN

École d'études politiques
Université d'Ottawa